



Date de publication: **3 mars 2016**

Date limite de dépôt des candidatures: **14 avril 2016**

TITRE FONCTIONNEL:	Juriste	CLASSE:	P-4
UNITE ADMINISTRATIVE:	SERVICE DROIT ET DEVELOPPEMENT (LEGN)	LIEU D'AFFECTATION:	Rome (Italie)
	Bureau des affaires juridiques et de l'éthique (LEG)	DUREE *:	De durée déterminée: 2 ans avec possibilité de prolongation
		NUMERO DU POSTE:	0429538
		CODE CCGP:	1.G.02

* Pour les candidats internes de la FAO, la durée de l'engagement sera établie en fonction des politiques en vigueur sur la prolongation des engagements.

Les femmes et les ressortissants de pays membres non représentés ou sous-représentés possédant les qualifications requises sont encouragés à présenter leur candidature.

Nous encourageons de même les personnes handicapées à postuler.

Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Le titulaire du poste pourra être réaffecté à d'autres activités et/ou lieux en fonction des besoins de l'Organisation.

Cadre organisationnel

Le Bureau des affaires juridiques et de l'éthique (LEG) veille à ce que les activités de l'Organisation soient menées en conformité avec l'Acte constitutif et les autres Textes fondamentaux de l'Organisation, d'une manière cohérente avec son statut d'organisation intergouvernementale du système des Nations Unies, et à ce que ses relations avec les gouvernements, les organisations et les individus aient une solide assise juridique.

Le/la titulaire du poste travaille au sein du Service droit et développement du Bureau des affaires juridiques et de l'éthique, au Siège de l'Organisation, à Rome (Italie). Le Bureau des affaires juridiques et de l'éthique fournit des services consultatifs juridiques aux gouvernements dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture et des ressources naturelles (y compris les terres, les eaux, la pêche et l'aquaculture, les plantes, les animaux, les aliments, les forêts, la flore et la faune sauvages, l'environnement et la diversité biologique), ainsi que sur des questions agricoles d'ordre général (institutions, commerce, réformes économiques).

Position hiérarchique

Le/la juriste rend compte au juriste principal, sous l'autorité générale du Conseiller juridique.

Domaine de spécialisation

Législation relative au développement, y compris les services consultatifs, les recherches et les questions connexes ayant trait aux activités et mandat de l'Organisation liés à l'alimentation, à l'agriculture et à la gestion des ressources naturelles renouvelables, l'accent étant mis sur la mise en application d'instruments internationaux en faveur de la pêche et de l'aquaculture durables, notamment l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port, le Code de conduite pour une pêche responsable et d'autres cadres normatifs de la FAO visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Résultats essentiels

Mise à disposition de l'ensemble des compétences juridiques nécessaires à la planification et à l'exécution d'activités, de services et d'avis pluridisciplinaires relatifs au droit, en particulier dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture durables, à l'appui des programmes stratégiques de la FAO et des mécanismes d'exécution correspondants.

Fonctions essentielles

- Le/la titulaire du poste examine une vaste gamme de questions juridiques multidisciplinaires et complexes ayant trait à la législation internationale, publique, privée et relative au développement, notamment l'interprétation et l'application d'instruments (tant sur le fond qu'en ce qui concerne les procédures);
- donne des avis juridiques sur diverses questions de fond et de procédures très complexes;
- effectue des recherches et des analyses juridiques approfondies, élabore des avis juridiques, mène des études, rédige des notes d'information, des rapports, des éléments à charge et de la correspondance et fournit des avis juridiques aux États Membres;
- examine et rédige des accords et instruments internationaux complexes ou des soumissions et autres documents juridiques, formule des avis à leur sujet et élabore de nouvelles modalités juridiques qui correspondent à des circonstances/besoins particuliers;
- contribue aux activités menées dans le cadre des programmes stratégiques pertinents et par les unités techniques compétentes de la FAO, au Siège et dans les bureaux décentralisés, afin d'assurer une synergie optimale entre les activités liées au droit, aux politiques et à la gouvernance, à l'appui des États Membres, et assure une coordination;
- siège au sein de conseils et comités permanents et fait partie de groupes de travail ad hoc et d'équipes spéciales, le cas échéant, promeut les activités du Bureau des affaires juridiques et de l'éthique et représente l'Organisation, notamment lors de réunions, de conférences et de séminaires.

Fonctions spécifiques

- Le/la titulaire du poste donne des avis aux gouvernements des États Membres sur les aspects juridiques et institutionnels de la gouvernance et de la gestion de l'agriculture durable et des ressources naturelles, en particulier dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture;
- conduit et supervise la planification de projets de terrain et le processus de sélection/supervision de consultants;
- conduit des missions consultatives portant sur des questions juridiques particulièrement complexes, délicates ou nouvelles

dans le domaine de la gouvernance et de la gestion de l'agriculture durable et des ressources naturelles, en particulier en ce qui concerne la pêche et l'aquaculture;

- fournit au personnel des programmes d'importance stratégique et aux divisions techniques de la FAO des avis, des informations et une assistance sur les aspects juridiques et institutionnels de la gouvernance et de la gestion de l'agriculture durable et des ressources naturelles, en particulier dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture;
- examine divers cadres juridiques et élabore des textes de lois, réglementations et autres instruments juridiques recommandés;
- analyse, sélectionne et résume des textes juridiques à des fins d'archivage et de publication;
- répond aux demandes de renseignements sur le droit national et international relatif à l'agriculture et à la gestion et au développement des ressources naturelles, y compris dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture;
- conseille ses collègues sur les questions juridiques particulièrement complexes en cas de besoin.

LES CANDIDATS SERONT SÉLECTIONNÉS EN FONCTION DES CRITÈRES CI-APRÈS:

Conditions minimales à remplir

- Diplôme universitaire de niveau supérieur en droit
- Sept ans d'expérience juridique pertinente dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, y compris de la collaboration avec des organes régionaux chargés des pêches et dans des pays en développement
- Connaissance courante de l'anglais, de l'espagnol ou du français et connaissance moyenne de l'une des deux autres langues, ou de l'arabe, du chinois, ou du russe

Compétences

- Être axé sur les résultats
- Esprit d'équipe
- Communiquer
- Établir des relations constructives.
- Partage des connaissances et amélioration continue

Qualifications techniques/fonctionnelles

- Une expérience dans plusieurs lieux d'affectation ou dans plusieurs domaines d'activité, en particulier sur le terrain, est souhaitable;
- Étendue et pertinence de l'expérience des aspects juridiques et institutionnels de la gouvernance et de la gestion de la pêche et de l'aquaculture durables;
- Étendue et pertinence de l'expérience de l'exécution de recherches et analyses juridiques sur des questions très complexes;
- Étendue et pertinence de l'expérience de la rédaction de rapports clairs et concis, ainsi que de la préparation de textes juridiques (instruments législatifs et réglementaires).

Veillez noter que tous les candidats doivent adhérer aux valeurs de la FAO – *engagement envers l'Organisation, respect de chacun, intégrité et transparence.*

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- Les candidats doivent savoir manier l'outil informatique et avoir une bonne connaissance des logiciels de traitement de textes.
- Dans le cadre de la procédure d'évaluation, les candidats pourront être soumis à un examen, qui sera suivi d'un entretien axé sur les compétences.
- Les candidatures feront l'objet d'un premier tri sur la base des renseignements indiqués dans le formulaire en ligne (iRecruitment) (voir la section ci-après «Comment présenter sa candidature»). Il est fortement recommandé aux candidats de s'assurer que les renseignements indiqués sont exacts et complets, notamment en ce qui concerne les emplois occupés, les diplômes et les connaissances linguistiques.
- Prière de noter que la FAO ne prend en considération que les titres universitaires et diplômes délivrés par un établissement reconnu figurant sur la liste de l'Association internationale des Universités/UNESCO.
- Des postes analogues de la même classe pourront être pourvus au moyen du présent avis de vacance et les candidats retenus pourront être inscrits dans le fichier de candidats de la FAO pendant une période de deux ans.
- Il pourra être demandé aux candidats de fournir des évaluations de leur comportement professionnel.

RÉMUNÉRATION

L'Organisation offre une rémunération (traitement et indemnités) compétitive. Pour tout renseignement sur les traitements, indemnités et autres prestations relevant du régime commun des Nations Unies, voir:

http://www.un.org/Depts/OHRM/salaries_allowances/salary.htm.

COMMENT PRÉSENTER SA CANDIDATURE

Pour présenter une candidature, veuillez remplir le formulaire en ligne que vous trouverez sur le site iRecruitment:

<http://www.fao.org/employment/irecruitment-access/fr/>. Seules les candidatures reçues par l'intermédiaire de iRecruitment seront prises en considération.

Il est demandé aux candidats de joindre une lettre de motivation au formulaire en ligne.

Les avis de vacance de poste seront retirés du site iRecruitment à 23 h 59 (heure d'Europe centrale) le jour de la date limite de dépôt des candidatures. Il est recommandé aux candidats d'enregistrer leur candidature bien avant la date limite.

Pour toute question ou toute demande d'aide, s'adresser à: iRecruitment@fao.org.

LA FAO EST UN ESPACE NON FUMEUR